

Paris, le 7 mai 2025

Refonte du Service National Universel : vers l'espoir d'un « vrai » service national ?

Unis-Cité - association pionnière du Service Civique qui accompagne depuis 1994 les jeunes de 16 à 25 ans, jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, dans des missions de solidarité - se réjouit que le débat sur la refonte du Service National Universel (SNU) soit relancé et nourri de propositions ambitieuses, telles que celles formulées par le Haut-Commissariat au Plan, ce lundi 5 mai. Ces propositions témoignent d'une véritable ambition pour notre jeunesse, pour la mobilisation citoyenne, et pour la cohésion nationale. La France a plus que jamais besoin d'une jeunesse engagée, dans toute sa diversité, capable de relever les défis de notre époque et de faire face aux crises. La refonte du SNU ne doit pas se limiter à des considérations de défense, mais viser une transformation profonde du vivre-ensemble. Il s'agit de refaire société.

Un Service National modernisé peut devenir un levier puissant de transformation sociale, à condition qu'il soit conçu non comme une contrainte, mais comme un engagement utile, formateur et valorisant pour les jeunes. C'est cette ambition que soutient Unis-Cité.

Le scénario du service civil généralisé : une voie réaliste et efficace

« Parmi les différents scénarii présentés par France Stratégie, celui d'un **service civil généralisé**, fondé sur l'extension du Service Civique existant (scenarior 2 variante 3), nous semble la plus pertinente. » explique **Marie Trellu-Kane**, co-présidente et co-fondatrice d'Unis-Cité. Elle ajoute « A la fois car c'est la plus réaliste opérationnellement, car construite sur un dispositif qui a largement fait ses preuves et pourra monter en charge sans difficulté. Et parce que c'est celle qui maximisera le rapport coût/bénéfice et l'impact du nouveau service national. »

Pour lever les « limites » de cette option, très justement évoquées par France Stratégie, Unis-Cité propose à minima deux évolutions :

- Faire des **journées de « formation civique et citoyenne »** que suivront les jeunes au cours de leur service, des « **journées de cohésion** » : pour remplacer les séjours de cohésion par de vrais temps de brassage et d'apprentissage commun entre jeunes de tous parcours et milieux ;
- Renforcer le **nombre** de ces journées et les recentrer sur les **contenus** aujourd'hui clés pour la résilience de la Nation : éducation aux éco-gestes essentiels (PSC1 écologique), gestes qui sauvent, conduites à tenir en cas de crise...

Prudence sur les scénarii hybrides : attention à la durée et au coût

Quant aux scénarii « hybrides » qui semblent recommandés par le Haut-Commissaire, ils sont très intéressants par leur complétude et ambition. Il subsiste cependant deux réserves :

- **sur la durée du service civil proposé.** Pour que le service soit véritablement formateur et les jeunes utiles aux structures qui les accueilleront, et pour qu'un nombre suffisant de « placements » soient trouvables, les expériences montrent qu'un minimum de six mois est nécessaire, voire huit. Une durée plus courte risque de manquer son objectif tant pour les jeunes que pour la collectivité et rendre le système inopérant.
- **sur la généralisation des séjours de cohésion,** tels que proposés dans l'actuel SNU, ces derniers se révèlent extrêmement coûteux et opérationnellement énergivores (si ce n'est impossibles à généraliser). A l'instar de la FAGE ou d'autres mouvements recommandant un « parcours d'éducation à l'engagement et à la défense » au fil du parcours scolaire, nous recommandons plutôt des journées (voire semaines dédiées) « Défense Citoyenneté », en externat, au fil du parcours scolaire et notamment au collège.

Un appel à l'ambition et à l'écoute des acteurs de terrain

Comme France Stratégie et le Haut-Commissariat au Plan, nous appelons à un Service National réellement ambitieux, pensé non comme une simple réforme, mais comme un projet de société.

« Nous invitons le Président de la République et le gouvernement à tirer les leçons des expériences passées – notamment les limites des séjours SNU – et à s'appuyer sur les réussites du Service Civique. Les acteurs de terrain, comme Unis-Cité, sont prêts à contribuer à cette construction collective. Le futur SNU doit être à la hauteur des enjeux de notre époque : inclusif, mobilisateur, formateur et porteur d'un nouveau contrat entre la jeunesse et la Nation. » conclut la co-présidente.

À propos d'Unis-Cité : L'association Unis-Cité est née de la conviction qu'il devrait faire partie de l'éducation de tous nos jeunes de consacrer une année de leur vie à servir la collectivité tout en faisant l'apprentissage du travail d'équipe dans la mixité sociale. Unis-Cité a inspiré et servi de modèle au lancement du Service Civique des jeunes en 2010. Présente dans plus de 100 sites en France métropolitaine et à la Réunion, Unis-Cité a déjà mobilisé et accompagné 50 000 jeunes dont plus de 14 500 en 2024, dans un Service Civique « collectif » permettant la mixité sociale, et accompagne tous les acteurs de l'intérêt général dans leur appropriation du Service Civique. www.uniscite.fr

À propos du Service Civique : Cherchant à donner une suite au service national suspendu en 1996, le Service Civique a été créé en 2010 pour favoriser la mixité sociale et développer une culture de l'engagement chez les jeunes en France. Volontaire, il propose aux jeunes de 16 à 25 ans de consacrer 6 à 12 mois de leur vie à des missions d'intérêt général au sein d'associations et services publics (solidarité, lutte contre l'exclusion, éducation, environnement, sport, culture...). Ils perçoivent une indemnité mensuelle (~620 €), bénéficient d'une couverture sociale, d'une formation citoyenne et d'un accompagnement pour préparer l'après service. www.service-civique.gouv.fr

Contacts presse :

Julia Blachon - Consultante en relations presse – jblachon@madamemonsieur.agency – 06 78 35 10 49